

À BOULETS ROUGES

La Chambre de Commerce pointe l'attentisme et le manque de vision du gouvernement.



L'avis de la Chambre de Commerce et de son directeur Pierre Gramagna n'est pas tendre avec le gouvernement.

Jean-Michel Gaudron (texte), David Laurent / Wide (photo)

Avant l'heure, c'est déjà l'heure. La **Chambre de Commerce**, qui avait prévu une conférence de presse le lundi 14 pour présenter son avis sur le projet de budget 2010, aurait bien aimé que la presse respecte sagement un «embargo» pour ne pas déflorer le sujet, alors que la Chambre des députés avait déjà diffusé publiquement cet avis dès le 11 novembre.

Peut-être souhaitait-elle donner un maximum de poids à un contenu fortement critique envers le gouvernement, dont elle reproche le «*manque de vision et d'ambition*». «*Le document en question, écrit-elle, ne fournit en effet guère de réponses aux problèmes posés mais, au contraire, risque de les aggraver. Face à cet attentisme et manque de vision de la part des autorités gouvernementales, la Chambre de Commerce s'inquiète de l'avenir des finances publiques du Grand-Duché.*»

L'institution regrette, en particulier, que le projet de budget ne propose pas de solutions «*pour tourner les défis en opportunités, ne s'attaque pas aux problèmes structurels, et reporte ces derniers à l'exercice suivant.*» D'où la crainte de voir la situation encore se dégrader. «*Douze mois de dérapage des dépenses courantes et d'immobilisme face aux réformes nécessaires constituent un danger face à une situation qu'on peut qualifier d'inquiétante. Les mesures d'économies à adopter sont inévitables et seront d'autant plus douloureuses que le temps passe.*»

Comment répondre à la double problématique d'une dégradation continue de la compétitivité et des finances publiques? Comment assurer l'attractivité du site luxembourgeois, alors que les facteurs qualitatifs et quantitatifs contribuant à un avantage compétitif ont tendance à s'évincer? Comment passer d'un système de protection sociale sous-efficace et très coûteux à un système efficace, équitable et financièrement soutenable? Comment freiner drastiquement les dépenses courantes et comment diversifier les recettes fiscales? Voilà quelques-uns des points sur lesquels l'organisation patronale aurait bien aimé lire des éléments de réponse.

Sur le dernier point, la Chambre de Commerce estime que les recettes fiscales jugées «*incertaines et/ou volatiles*», notamment la TVA sur le commerce électronique ou les accises sur les carburants vendus aux non-résidents, doivent être affectées à un fonds spécial, plutôt que de servir au financement des dépenses de fonctionnement courantes de l'Etat.

Parallèlement, elle plaide une nouvelle fois pour l'abolition de l'impôt sur la fortune frappant les sociétés («*un impôt antiéconomique entravant gravement l'attractivité fiscale du pays*»), en étalant la mesure sur deux exercices.

Elle compte, ensuite, sur une «*rapide*» compensation de ce manque à gagner par une dynamisation de l'activité économique qui en découlerait après la crise. ●